

l'accord avec le RN ravit le grand patronat

Macron battu magouille, se met d'accord avec la droite en complicité avec le RN de Le Pen et Bardella pour s'opposer à nos revendications.

Au lendemain des élections législatives, nous avons vécu un moment historique, qui marquera l'histoire.

La politique du Président de la République et des forces qui l'ont porté a été battue. Il ne s'attendait pas à cela ! Les Français dans la diversité de leur vote ont porté le Nouveau Front Populaire en tête de scrutin créant ainsi un

correctement dès 60 ans, des services publics reconstruits qui jouent vraiment leur rôle de protection dans tous les aspects de la vie quotidienne.

Ils se sont massivement mobilisés par un rassemblement républicain, contre l'accession au pouvoir de l'extrême droite, qui aurait mis, entre autres, en œuvre une politique de division envers les citoyens pour servir ceux qui les exploitent.

Non seulement Macron a perdu, sa politique a été largement refusée par le vote des Français mais il ne respecte pas le résultat des élections.

Pourtant c'est lui qui a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et de demander au peuple de voter pour clarifier la vie politique.

Cette dissolution au moment où le RN était en progression montrait qu'il s'apprêtait à accepter une cohabitation avec le RN. Il s'était même déclaré prêt à nommer Bardella même s'il obtenait une majorité relative.

Mais les électeurs ont remis en cause ses premières intentions en affirmant par leur vote le rassemblement républicain contre l'extrême droite pour lequel la CGT a mis tout son poids.

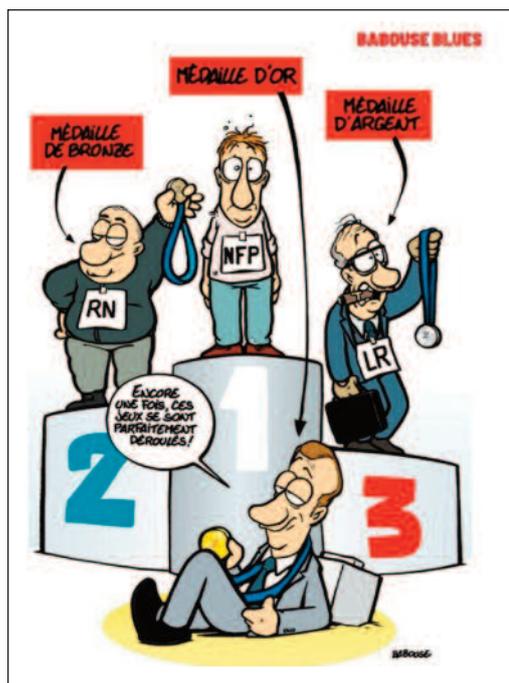
Magouillage pour élire la Présidente de l'Assemblée nationale

Emmanuel Macron dont les représentants ont été battus à plates coutures a accepté la démission de son gouvernement, tout en lui demandant de gérer les affaires, permettant ainsi que les ministres participent à l'élection de la présidente de l'assemblée nationale (parti du président), sans quoi cela ne n'aurait pas été possible. 17 ministres ont voté, et elle a été élue avec 11 voix d'avance sur André Chasseigne NFP. **Ainsi par son interprétation constitu**

formidable espoir pour une vie meilleure.

Ce Nouveau Front Populaire a été créé par quatre partis politiques mais également grâce à la large et active participation de nombreuses associations et organisations syndicales dont la C.G.T contribuant ainsi à la mobilisation citoyenne du 7 juillet.

Les citoyens ont manifesté par leur vote leurs attentes de salaires dignes, d'une retraite qui permette de vivre



sommaire

LES EXIGENCES SOCIALES DOIVENT ÊTRE ENTENDUES

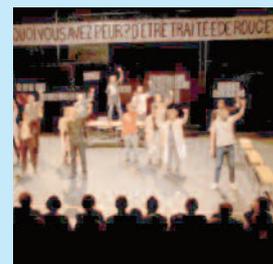
L'accord avec le RN ravit le grand patronat P. 1 et 2

1ER OCTOBRE : MOBILISATION

NOUS AVONS ÉVITÉ LE PIRE, (BARDELLA N'EST PAS PREMIER MINISTRE) GAGNONS LE MEILLEUR, PRENONS LES CHOSES EN MAINS



Tout le monde sur le pont pour la santé P. 3



juin: retour sur la visite du Panthéon
Octobre: Théâtre grève des taxis au USA dans les années 30 et résonnances aujourd'hui P.4



Vous vous en doutez ? Vous le constatez ? Venez le mesurer personnellement !

Chaque mercredi après-midi de 14 à 16h à la Bourse du travail de Bagnolet
13, rue P et Marie Curie
93170 - Bagnolet (central)

Stop aux mensonges! Venez calculer la perte de votre pouvoir d'achat. Agissons ensemble ! P. 4

tionnelle, il bafouait les électeurs qui refusaient sa politique.

E. Macron pétexant les J.O a joué ensuite la montre pour ne pas nommer (*dans tous les sens du terme*), Lucie Castets, proposée par le Nouveau Front Populaire comme Première ministre. C'est un deuxième coup tordu aux institutions. Il était de tous les rendez-vous sportifs pour se montrer, il était présent partout, sauf au rendez-vous de l'histoire voulu par les électeurs.

Il n'a pas ménagé ses efforts par des petites phrases, pour gommer les résultats des élections. Sept semaines plus tard il a, confirmé, qu'il écartait pour la seconde fois la candidate du NFP à la fonction de Première ministre. Son argument ; « manque de stabilité en prévision à l'assemblée ». Alors qu'aucun rassemblement centre/droite ne peut atteindre une majorité. En agissant ainsi, Jupiter s'opposait à ce que le parlement puisse voter et faire passer des lois » s'opposant à sa politique, telle que la réforme des retraites... Pour tenter de faire démocrate, il a convoqué les chefs de partis, et (*qu'elle surprise*), la droite ne voulait pas de la gauche et refusait le résultat des élections législatives.

Le RN montre son vrai visage

La position de la droite on la connaît, ce qui est à noter c'est que l'extrême droite des Le Pen, Bardella et consorts, s'est dévoilée en déclarant vouloir voter la censure contre un gouvernement de gauche, (*c'est à retenir pour les électeurs qui ont voté pour le RN espérants sortir d'une politique pour les bourgeois*) Le RN De Le Pen et Bardella préfère la droite et/ou ses commis qui veulent nous imposer l'austérité.

Par la suite, le RN a décidé d'accepter la nomination de Michel Barnier par E. Macron. Ce Premier ministre est une caricature austéritaire et droitière, il a cassé, nos salaires, nos pensions, notre économie à coup de plans d'austérité successifs comme Ministre et Commissaire européen. Marine Le Pen, et son lieu-

tenant, sauvent la peau d'E. Macron dont elle disait « *combattre sa politique d'austérité et sa soumission à Bruxelles* ».

Nous avons raison de dire que le RN et ses satellites n'apporteraient rien de bon aux travailleurs, le grand magouilleur de l'Elysée n'est décidément pas l'ennemi du RN quels que soient les coups médiatiques qu'ils nous préparent avec eux pour enfumer à nouveau les travailleurs actifs et retraités.

Le patronat qui avait peur de voir la gauche gouverner est satisfait, à l'image de Bolloré et des arguments des dirigeants du CNPF. Cela nous rappelle le mot d'ordre du patronat en 1936 (*plutôt Hitler que le Front Populaire*).

Le Capital, les milieux patronaux, financiers les journaux et chaînes de TV à son service, mettent en branle toutes leurs forces pour éviter que l'on touche aux privilèges : tout sauf la gauche, qui propose de sortir de l'impasse actuelle en appli-

quant une politique de justice sociale.

Ils vont tout tenter les uns et les autres, pour nous convaincre que de lutter, de voter ne sert à rien, pour poursuivre leur néfaste politique contre les travailleurs.

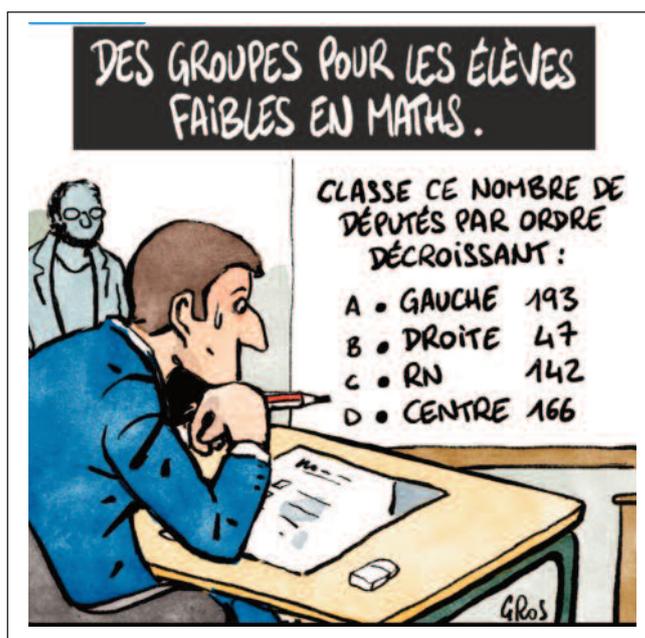
Nous devons donc intervenir encore plus fort pour exiger la satisfaction de nos revendications et le respect de la démocratie. C'est cela qui nous guide et le programme du NFP, même s'il ne prenait pas toutes nos revendications allait dans le bon sens.

LES EXIGENCES SOCIALES DOIVENT ETRE ENTENDUES

Le 1er octobre prochain aura lieu un grand rendez-vous social dans les rues de Paris. Les retraités en

seront. Faisons face aux magouilles, à l'austérité et redonnons espoir à toutes celles et ceux qui ont souhaité un véritable changement.

NOUS AVONS ÉVITÉ LE PIRE, (BARDELLA N'EST PAS PREMIER MINISTRE) GAGNONS LE MEILLEUR, PRENONS LES CHOSSES EN MAINS



Vie MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT
nouvelle

Le magazine fait par et pour les retraité-es
Evènements, Actualités, International, Société, Magazine
Syndicalisme retraité - Santé - voyages - recettes - rencontres avec des artistes - lieu touristique....

15,50€*

Tarif annuel
***Offre réservée**
aux nouveaux abonnés

Abonnez-vous
et/ou parrainez
un-e ami-e !

www.ucr.cgt.fr

IL NE FAUT RIEN ATTENDRE DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

LE 1ER OCTOBRE TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !

Le 1er octobre débutera les débats parlementaires sur les projets de loi de Finance et de financement de la Sécurité sociale 2025. Une raison de plus pour se mobiliser et peser sur les choix qui seront faits dans l'élaboration des budgets, pour exiger :

- Une revalorisation immédiate de 10 % des retraites et pensions I
- Une revalorisation des retraites indexées sur l'évolution des salaires et des prix en cas d'inflation I
- Un minimum de pension au niveau du Smic CGT (2 000 € brut) I
- Une politique de santé pour répondre aux besoins de la population I
- L'arrêt de la casse des hôpitaux publics I
- Le développement des centres de santé publics pluriprofessionnels I
- Un grand service public de l'aide à l'autonomie financé dans le cadre de la Sécurité sociale I
- La suppression des franchises, forfaits, dépassements d'honoraires I
- Une réforme du financement de la Sécurité sociale assis uniquement sur les cotisations sociales et arrêt des

exonérations pour les employeurs.

- Le montant de la pension conditionne les conditions de vie de chacun et chacune et plus particulièrement l'accès aux soins.
- Le droit à la santé pour toutes et tous



A l'arrivée d'E. Macron à la présidence les 500 plus grosses fortunes avaient 280 milliards de patrimoine, 14% du PIB. Aujourd'hui 1200 milliards, soit 41% de celui-ci, le ruissellement mon œil.

est un enjeu crucial pour l'ensemble des citoyens et citoyennes, mais prend plus d'acuité avec l'âge.

La faiblesse du niveau des pensions, pour lequel le patronat porte une grande responsabilité, dans le pays contraint nombre de retraité-es à faire des choix dans leurs dépenses.

Ainsi, 1,6 millions ne se soignent plus, 700 000 n'ont plus de mutuelles pour cause du montant des cotisations qui augmentent fortement en fonction de l'âge.

Les dépassements d'honoraires, le doublement des franchises médicales, le manque de médecins, la fermeture de services hospitaliers conséquences d'années d'austérité budgétaires, de libéralisation des services publics, accentuent les difficultés d'accès aux soins.

Elles sont encore plus importantes pour les retraité-es avec la mise en œuvre de priorités liées à l'âge, contrairement à l'éthique des personnels de santé.

D'autant que la prise en charge de certaines mesures de prévention leur sont refusées, passés 74 ans.

Santé: l'intersyndicale en action

Les organisations des retraité-es du G9 se mobilisent pour l'accès aux soins pour toutes et tous.

En cette rentrée, l'exigence de politiques publiques ambitieuses est plus que jamais d'actualité. Le triptyque revendicatif des 9 organisations de retraité-es (CGT, CFTC, CGC, FO, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires) demeure, quel que soit le gouvernement mis en place : pouvoir d'achat des pensions, santé et services publics.

Aujourd'hui, les questions d'accès aux soins font partie des premières préoccupations de la population et notamment des retraité-es. Dans ce cadre, nos neuf organisations nationales ont décidé de lancer une grande campagne de mobilisation autour de cette question : difficultés

pratiques, géographiques et financières pour accéder aux services de soins et de santé. Initiative qui s'inscrit dans la durée. La situation du secteur de l'autonomie, faute de loi de programmation, est catastrophique, les tarifs des complémentaires santé, indispensables si l'on veut se soigner, ne cessent d'augmenter, ce qui pose en grand le remboursement sécu à 100% sur des bases de recette plus justes.

Cette campagne de sensibilisation, s'inscrit dans le cadre de la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale PLFSS ((Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale) et du PLF (Projet de Loi de finance) dont les annonces de restrictions budgétaires provoquent bien des inquiétudes.

Les mobilisations pour l'accès aux soins sont étroitement liées à la question du pouvoir d'achat. La santé coûte cher : les renoncements à se soigner ne cessent d'augmenter. Or la perte du pouvoir d'achat des retraité-es depuis début 2017 s'élève, au 1er juillet 2024, à 5,3 points (18,9 % d'inflation - 13,6 % de revalorisation de la pension). Et la somme des pertes pendant les 90 mois de cette période s'élève à 3 mois de pension. Nos organisations ont décidé d'agir pour le rattrapage et l'augmentation des pensions

- Les représentants du groupe des 9 national demande dès aujourd'hui, de rencontre aux groupes parlementaires pour exposer Les revendications des retraité-es.

Santé: La Seine-Saint-Denis donne rendez-vous à partir du 10 octobre

Dans le département de la Seine-Saint-Denis les problèmes pour se soigner sont encore plus importants (voir ci-dessous).

Le 10 octobre une grande campagne intersyndicale va être lancée sur ces questions pour alerter le gouvernement pour obtenir un plan de rattrapage indispensable. Pour donner l'ampleur à cette campagne d'explication et de pétition les organisations syndicales d'actifs se joignent à nous.

Tous ensemble faisons bouger les lignes ! Les élu-es du département y seront convié, ainsi que les représentants syndicaux des établissements publics de la santé et les comités de défense des hôpitaux et l'ensemble des comités des usagers de ces structures.

Venez nombreuses et nombreux au lancement de cette campagne et dans la foulée, devant les hôpitaux et structures de santé publiques pour soutenir nos revendications.

La réalité sur le département

L'offre de soins et de médico-social dans le département de Seine-Saint-Denis est cruellement insuffisante.

Il est reconnu par les autorités gouvernementales et l'Agence Régionale de Santé. Il faut des moyens et des actes !

Ce manque avéré de moyens, tant au niveau des villes que dans l'offre hospitalière, favorise une emprise de plus en plus prégnante des groupes privés de santé (ELSAN, ICADE, Ramsay, Almaviva...) lesquels n'interviennent pas sur toutes les hospitalisations, notamment les plus longues, et appliquent souvent des dépassement d'honoraires.

* **Pénurie de médecins traitants entraînant des tensions récurrentes sur les capacités hospitalières ; environ 25% d'habitants du département sans médecin traitant.**

* **Le taux de places dans les EHPAD dans le 93 est le plus faible de la région Ile de France.**

Chiffres extraits du rapport parlementaire présenté par Monsieur. Peu et Madame Decodts Députés novembre 2023

* **Le taux de décès pour les nouveaux nés de moins d'un an, est de 5 pour 1000. «C'est 50% supérieur à la moyenne nationale».**

* **Les hôpitaux publics du département sont en grande difficulté, notamment par un endettement dû à un désinvestissement de l'Etat.** Les lois Touraine et Bachelot n'ont pas été - ne sont pas - des réponses adéquates, au contraire elles pénalisent les personnels et les établissements, donc les patients.

Par rapport à l'Ile de France

* **49 médecins généralistes contre 60 en Ile de France.**

* **50 médecins spécialistes contre 92 en Ile de France.**

* **Une offre de soins psychiatriques en réelle difficulté ; 26 psychiatres contre 34 en Ile de France.**

* **Un taux d'équipement médico-social trois fois inférieur à la moyenne nationale.**

Comparaison au plan national

* **Le taux d'équipement en hospitalisation**

complète est de 37 lits pour 10 000 habitants contre 80 en France;

27 lits en hospitalisation partielle contre 37.

* **Situation des soins pédiatriques des moins de 16 ans catastrophique: 7 lits contre 16 lits en France.**

* **L'offre de soins pour personnes en situation de handicap est de 1 contre 4 en France.**

**SIGNEZ ET FAITES SIGNER
LA PÉTITION INTERSYNDICALE
POUR L'ÉGALITÉ (QR CODE CI-DESSOUS)**



CINÉMA... CULTURE...

La section retraités à organisé une visite du Panthéon en juin. De nombreux camarades et amis étaient des nôtres pour rendre hommage à Missak et Mélinée Manouchian, ainsi qu'à leurs camarades, et du coup s'incliner sur les tombeaux «des grands hommes» de la République.

Le vendredi 4 octobre nous proposons d'assister en soirée à une pièce de théâtre au Théâtre Berthelot de Montreuil. la pièce a pour thème une grève de travailleurs américains. En résonance avec les luttes d'aujourd'hui.

Si vous êtes intéressé-e, contact au 0 7 82 25 80 23

Permanences retraité-e-s

**Chaque mercredi de 14 h à 16 h Bourse du travail de Bagnolet,
13 rue P et M Curie**

Pour tous renseignements, conseils et échanges avec les militants de permanence sur les sujets qui vous tiennent à cœur, pour envisager des actions communes et si vous le souhaitez, pour adhérer à la CGT, afin d'être plus forts ensemble.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite prendre contact ou me syndiquer

Nom Prénom

Tel Adresse

e-mail

A retourner Retraités CGT - Bourse du travail 13, rue Pierre et Marie Curie - 93170 Bagnolet